

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'INTERIEUR

αααααα

REGION FES - MEKNES

CONSEIL REGIONAL

αααααα

L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° : 31/RFM/2018
du 25/10/ 2018 à 14 :30 heures

**Objet : Travaux d'alimentation en eau potable des douars AIN
HAMRA, AIT MOUGAR et AIT HABRICH relevant de la Commune
AIT BOUBIDMANE
Province d'EL HAJEB**

Règlement de Consultation (RC)

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ηηηηη

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Article 2 : Répartition en lots

Article 3 : Maître d'ouvrage

Article 4 : Composition du dossier d'appel d'offres

Article 5 : Conditions requises des concurrents

Article 6 : Date et lieu de la séance publique d'ouverture des plis

Article 7 : Liste des pièces justifiant les capacités des concurrents et des pièces complémentaires

Article 8 : Modifications dans le dossier d'appel d'offres

Article 9 : Informations des concurrents

Article 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

Article 11 : Retrait des dossiers d'appel d'offres

Article 12 : Dépôt des plis

Article 13 : Retrait des plis

Article 14 : Critères d'admissibilité des concurrents

Article 15 : Langue de présentation des dossiers

Article 16 : Monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé

Article 17 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Article 18 : Mesures en faveur de la petite et moyenne entreprise

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ηηηηη

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix N°31/RFM/2018 ayant pour objet la réalisation des **travaux d'alimentation en eau potable des douars AIN HAMRA, AIT MOUGAR et AIT HABRICH** relevant de la Commune AIT BOUBIDMANE à la Province d'EL HAJEB.

Article 2 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché en **lot unique** dont l'attribution se fera après ouverture, examen des offres par une commission d'appel d'offre

Article 3 : Maître d'ouvrage et maître d'œuvre

Le maître d'ouvrage du présent marché est **Monsieur le Président de la région Fès-Meknès**.

Le maître d'œuvre est **le service régional de l'ONEE-Branche eau en coordination avec L'AREP de la région Fès-Meknès**.

Article 4 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- L'exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

Article 5 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2-12-349 précité :

a- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- Sont affiliés à la C.N.S.S ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;

b- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 précité ;
- Les personnes visées à l'article 22 de la loi n°78-00 portant charte communale promulguée par le dahir n°1-02-297 en date du 25 rejeb 1423 (3 Octobre 2002) pour les marchés des communes ;

- Les personnes visées à l'article 24 de la loi n° 79-00 relative à l'organisation des collectivités préfectorales et provinciales promulguée par le dahir n°1-02-269 en date du 25 rejev 1423 (3 Octobre 2002) pour les marchés des préfectures et provinces ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.
- Les personnes indiquées à l'article 68 de la loi organique relative aux régions 111-14.

Article 6 : Date et lieu de la séance publique d'ouverture des plis

Il sera procédé le 25/10/2018 à 14H30min, en séance publique au siège annexe de la région Fès-Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès à l'ouverture des plis relative à l'appel d'offres sur offres de prix pour la réalisation des travaux d'alimentation en eau potable des douars AIN HAMRA, AIT MOUGAR et AIT HABRICH relevant de la Commune AIT BOUBIDMANE à la Province d'EL HAJEB.

Article 7 : Liste des pièces justifiant les capacités des concurrents et des pièces complémentaires

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. Dossier administratif comprenant :

- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:

- a- une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.
- b- l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c- pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité

LES PIECES JOINTES AU DOSSIER ADMINISTRATIF

Le Dossier complémentaire doit comprendre :

- Le CPS signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- Le présent règlement de consultation signé et cacheté à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;

- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité:

a - la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, 20/102 lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;

L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2-12-

349 du 20 Mars 2013 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

e- les pièces justificatives de la nationalité de l'entreprise et de ses dirigeants pour les marchés passés pour les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique, si le maître d'ouvrage les exige. ;

f- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2. Dossier technique comprenant :

- a) **Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent**, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation ;
- b) **Au moins une attestation de référence ou sa copie certifiée conforme à l'original délivré par les maîtres d'ouvrages sous la direction desquels** le concurrent a exécuté des projets similaires. Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation **qui doit être moins de cinq an** ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Il est considéré comme projets similaires tout projet de pose des conduites d'eau potable de longueur supérieure ou égale à 5 Km.

N.B : L'entrepreneur est invité à présenter dans son dossier technique les tableaux des caractéristiques des équipements (voir CPS) ainsi que leurs catalogues dûment renseigné, signé et cacheté

Article 8 : Modifications dans le dossier d'appel d'offres

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 Mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré et téléchargé ledit dossier et publiées sur le portail des marchés publics et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 19 du décret du 20

Mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis modificatif sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Article 9 : Demande et communication d'informations aux concurrents

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni à un concurrent à sa demande sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré et téléchargé le dossier d'appel d'offres.

Article 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

a) Contenu des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 7 ci-dessus) ;
- Les pièces jointes au dossier administratif précitées (Cf. article 7 ci-dessus) ;
- Les Dossier technique précitées (Cf. article 7 ci-dessus)
- Un dossier de l'offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement, établi comme il est précisé au § 1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité.
 - Le bordereau des prix - détail estimatif comme il est précisé au § 1-b de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être écrits en chiffres et en toutes lettres.

Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres du bordereau des prix, le cas échéant, sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

b) Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- La première enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique et le CPS signé et paraphé par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention " Dossier administratif et technique ".
- La deuxième enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention " Offre Financière ".

Article 11 : Retrait des dossiers d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le **bureau du Service des Marchés de la Région Fès- Meknès** sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Article 12 : Dépôt des plis

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et celles de l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les plis sont au choix des concurrents:

- 1- **Soit déposer contre récépissé** leurs plis sur support papier dans le bureau du Service des Marchés de la région Fès Meknès;
- 2- **Soit envoyés, par courrier recommandé** avec accusé de réception, au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès
- 3- **Soit transmettre par voie électronique** au maître d'ouvrage ;
- 4- **Soit remis, séance tenante**, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

Article 13 : Retrait des plis

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, ou par le biais du certificat s'il s'agit d'un dépôt électronique.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, et de l'article 10 l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 précité.

Article 14 : Critères d'admissibilité des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

Les offres sont examinées conformément aux dispositions de l'article 36, 39, 40 et 41 du décret précité. Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière. Sous réserves des vérifications du bordereau des prix et du détail estimatif, la commission rectifiera les erreurs matérielles et retient l'offre la plus avantageuse qui est la moins disante.

Article 15 : Langue de présentation des dossiers

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue française.

Article 16 : Monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé

Pour les concurrents qui ne sont pas installés au Maroc, les prix des offres doivent être exprimés en Euro. Dans ce cas, pour être évalués et comparés aux autres concurrents, les montants de ces offres seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

Article 17 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Lorsque des entreprises étrangères soumissionnent au présent appel d'offres, une préférence est accordée aux offres présentées par les entreprises nationales.

Les montants des offres présentés par les entreprises étrangères seront majorés d'un pourcentage ne dépassant pas Quinze pour cent 15%.

Article 18 : Mesures en faveur de la petite et moyenne entreprise

Le maître d'ouvrage réserve 20% du montant prévisionnel des marchés à la petite et moyenne entreprise nationale.

Le concurrent

« lu et accepté »

Fès le **10 SEPT 2018**

Le Maitre d'ouvrage


Pour le Président et P.O
Directeur Général des
Services
Abderrazzak MOUMNI